

**LA PRESSE NIÇOISE
ET LES ÉVÈNEMENTS
DU 6 FÉVRIER 1934
D.E.S. D'HISTOIRE
PRÉSENTÉ EN 1961
RÉSUMÉ PAR L'AUTEUR**

PAR J. GILI

C'est au seuil de l'année 1934 qu'éclate le scandale des faux bons du Crédit municipal de Bayonne, qui, en peu de jours devient "le formidable scandale Stavisky". La France, déjà profondément secouée par les difficultés financières et la crise économique, se trouve alors aux prises avec une crise morale dont les répercussions seront si graves qu'elles entraîneront la remise en question du régime républicain lui-même. Au soir du 6 février 1934, la foule, massée pour donner l'assaut au Palais-Bourbon, laissait sur la place de la Concorde une vingtaine de morts et plusieurs centaines de blessés. C'est ainsi que, dans le sang, s'était exprimé le Mécontentement populaire.

Dans les luttes qui vont éclater au cours des deux premiers mois de 1934, la presse parisienne va avoir une part active, s'emparant de l'affaire Stavisky, reproduisant les appels des ligues, ameutant une opinion déjà bien surexcitée. Suivant qu'elle sera de droite ou de gauche, ses articles rendront un son différent mais pour un résultat analogue. À un échelon moindre, la presse locale va être le reflet fidèle des événements parisiens.

À Nice, deux journaux paraissent tous les jours, "L'Éclaireur", que complète une édition de l'après-midi "L'Éclaireur du Soir"¹ et "Le Petit Niçois". D'abord journaux d'information où les questions locales tiennent une grande place, ces journaux sont également des journaux d'opinion et cela de façon très nette. Tous ceux qui sont nationalistes, mais alors que "L'Éclaireur" est un journal de droite, cirant souvent Tardieu dans ses colonnes² soutenant l'action des ligues fascinantes et prenant, malgré un comportement parfois un peu louvoyant, une attitude caractéristique lors des événements du 1er février "Le Petit Niçois", "Organe de la démocratie du Sud-est", est un journal de gauche, d'inspiration radical-socialiste. Chautemps, Daladier, Herriot³ sont les grands hommes de ce quotidien qui, défenseur de la République, brandit à tous propos le spectre du fascisme. Pendant les mois de janvier et de février, les deux journaux vont s'affronter dans une propagande issue, tout naturellement, de leurs options politiques. Les attitudes surprenantes ne sont pas à attendre de quotidiens aussi nettement engagés.

LES PREMICES DE LA CRISE

Au début du mois de janvier, les deux journaux se font l'écho en première page, de la découverte des faux bons du Crédit Municipal de Bayonne. Très vite, ce qui est devenu l'affaire Stavisky, se politise. Dès le jeudi 4 janvier "L'Éclaireur" pose la question de la responsabilité de l'État. Le dimanche 7, il titre "La démission collective du ministère est probable", puis un long article demande que soient démasquées toutes les personnes compromises dans le scandale Stavisky : "Vite et tout". Cette formule a été souvent reproduite. Ici, elle s'impose.

En fait, pour reprendre les termes de M. Ybarnegaray, député des Basses Pyrénées, ce sera long et rien.

Plus modéré et cherchant sans doute à couvrir les hommes politiques au pouvoir des radicaux-socialistes- que d'aucuns prétendent compromis dans le scandale qui éclate, "Le Petit Niçois" prend la défense, le lundi 8, du ministre des Colonies Albert Dalimier. Le lendemain, pourtant, le ministre donnait sa démission. Le journal est d'ailleurs partisan de ne pas étaler le

¹Nous n'emprunterons que très rarement nos citations à "L'Éclaireur du Soir", quotidien d'un intérêt assez limité, se contentant de donner les nouvelles de la matinée et de reprendre toutes les idées du journal du matin, sous la plume d'un éditorialiste qui signe E, initiale du journal

² Le jeudi 1^{er} février, en première page en première page, "L'Éclaireur" consacre un long, article au livre de Tardieu "L'heure de la décision".

³Le dimanche 7 janvier, le journal publie un long compte-rendu, avec photo, d'une conférence de Herriot à Nice, sur ce qu'il a vu en Russie. À ce propos, il faut signaler que "Le Petit Niçois" est assez sensibilisé aux problèmes soviétiques. Pendant tout le mois de janvier, est publié un reportage d'Alfred Mallet "Grandeur et Servitude Soviétiques", le mardi 23, le journal se fait l'écho des cérémonies en l'honneur du Xe anniversaire de la mort de Lénine, toutes choses inexistantes dans "L'Éclaireur".

scandale; d'Aspremont réclame, dans son petit article quotidien du 10, qu'il soit masqué par le succès des ailes françaises : "Vite, faites donner les ailes pour montrer qu'aux histoires de boue... on peut opposer de jolies histoires tout simplement françaises.

Le mardi 9, les deux journaux annoncent le suicide de Stavisky, dans une villa, de Chamonix, suicide mystérieux que certains qualifient d'assassinat c'est en tous cas la question que pose Ybarnegaray à la séance de la Chambre, du 12. "Le Petit Niçois" sera pour le suicide, tandis que "L'Éclaireur" penchera pour l'assassinat perpétré pour cacher des révélations dangereuses. Tous les jours, "Le Petit Niçois" publie en première page un Bulletin quotidien, signé des initiales du journal P.N. traversées d'une plume, dans lequel il exprime son opinion vis à vis des évènements marquants de la politique. Le mercredi 10, on peut y lire que Chautemps est décidé à donner au pays et à la Chambre, les explications qu'ils demandent. Cela répond à un article de "L'Éclaireur" qui élève du même jour, sous la plume de son correspondant parisien Fernand Hauser, un appel en faveur de la vérité et de la justice: " Au pays ne comprendrait pas les gestes d'absolution. Il n'accepterait pas davantage: la complicité du silence. Il veut tout savoir. Et il entend que le châtiment atteigne tous les coupables. Demain, au Palais Bourbon, me peut être le jour de la honte ou celui de la revanche de l'honneur outragé. Les députés ont le choix."

"Le Petit Niçois" abonde d'ailleurs dans le même sens et écrit, dans son Bulletin quotidien du 12, do Chautemps qu'il qualifie de grand homme d'État" Il proclame volonté de frapper tous les coupables, de punir toutes les fautes, mais aussi de protéger les innocents contre les diffamateurs. En agissant de la sorte, le chef du gouvernement a conscience de satisfaire le sentiment de justice qui anime le peuple de France: et de défendre les institutions républicaines que ne saurait atteindre le scandale Stavisky".

Or, la séance parlementaire du 12 janvier, Chautemps et sa majorité repoussent la commission d'enquête réclamée par la droite. "Le Petit Niçois" soutient évidemment le vote, le Bulletin quotidien titre "La Justice poursuivra son œuvre sans commission d'enquête", l'article explique que les partis de droite veulent utiliser l'affaire Stavisky comme arme contre les partis de gauche; si la commission n'a pas été réunie c'est que A. Chautemps n'en a pas voulu, des expériences répétées prouvent que ces sortes de commissions n'ont jamais accompli l'œuvre d'assainissement que l'on attendait d'elles. En revanche, le gouvernement "a l'intention d'aller jusqu'au bout. Qu'on lui fasse confiance!" Pendant plusieurs jours, ces affirmations sont reprises dans les Bulletins : le dimanche 14, l'éditorialiste précise que le but de cette mesure est de permettre le libre fonctionnement de la justice et d'empêcher l'empiétement du pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif. Le samedi 27, l'idée est à nouveau reprise en précisant que la commission d'enquête est contraire au principe de la séparation des pouvoirs.

En revanche, "L'Éclaireur" est d'abord hésitant, Fernand Hauser écrit dans son éditorial du 13, que les députés ont reculé, en rejetant la commission d'enquête, "devant la pensée que des tonnes d'ordures pourraient être jetées dans les couloirs et finalement dans l'hémicycle du Palais Bourbon." Mais dès le lendemain, Hauser se ressaisit :

" Ah! Que la vérité toute nue eut été préférable à cette boue de la pénombre. Une commission d'enquête a vidé l'abcès. L'absence d'enquête en entretiendra la purulence."

Désormais, l'antagonisme est bien marqué entre les deux journaux.

Le seul point pour lequel ils resteront d'accord, sera que leur commune dénonciation de l'immoralité de certains milieux où Stavisky choisissait ses complices et ses dupes.

A Paris, pendant le début du mois de janvier, l'opinion, alertée, commence à se répandre dans les rues en de turbulentes manifestations qui, tous les soirs, secouent la capitale. Le 9 janvier, éclatent les premières émeutes. Le lendemain, "L'Éclaireur" s'en fait l'écho: "une manifestation des camelots du roi". Le vendredi 12, les bagarres de la veille sont à nouveau signalées, le journal écrit qu'elles ont été lancées par un appel du journal "L'action française". En revanche, "Le Petit Niçois" ne fait que de petites allusions aux manifestations des camelots

du roi du 9 janvier. Le 12, il ne signale que quelques manifestations "sporadiques", tout de suite se marque la différence de vue des deux quotidiens, le premier cherchant à amplifier les bagarres pour un usage politique, le second à les minimiser, afin de masquer le mécontentement d'une certaine partie de la population en face du gouvernement.

Dans les jours qui suivent, et alors que l'on s'achemine lentement vers la catastrophe, que le mécontentement populaire va croissant, les deux journaux poursuivent leur politique. Invariablement, "Le Petit Niçois" soutient Chautemps qui a la "ferme volonté de faire triompher la justice et la vérité"⁴ dans l'enquête du scandale Stavisky où de plus en plus de gens se trouvent compromis. Le dimanche 11, dans son article hebdomadaire "La semaine à Paris",

Raoul Gandry stigmatise d'ailleurs les députés qui se sont laissés entrainer en dehors de cela, le journal s'élève contre tout désir de réformer la République, on peut lire dans le Bulletin quotidien du 21 :

" La Marianne de 1934 semble résolue à défendre sa dynastie... C'est en vain que les envieux voudraient la réformer pour cause de rhumatismes."

Dans "L'Éclaireur" les éditoriaux ont une tout autre résonance. Le jeudi 18, on peut lire sous la plume de Camille Mauclair, en première page; un appel en faveur d'une révision de la constitution républicaine :

" Il devient Visible que ces institutions sont impuissantes contre le malaise et l'altération de l'organisme social depuis la ruine des illusions de la victoire."

Le journaliste poursuit même en réclamant, non pas des expédients, mais une réforme totale de l'état, idée qui sera reprise par Georges Lachapelle dans un article publié le lundi 22 en première page. Le journaliste s'élève contre la confusion des pouvoirs et cite Raymond Poincaré

"Le mal croissant et redoutable vient de ce que la Chambre s'est peu à peu arrogé la plupart des prérogatives gouvernementales.

Dans un autre domaine, Fernand Hauser réclame dans ses éditoriaux du vendredi 19, du 21, du 22, du 23, du 24, du 25, l'ouverture d'une commission d'enquête. Il prévoit d'ailleurs que le refus de Chautemps entrainera sa chute. Dans la rue, en effet, la situation s'aggrave. "L'Éclaireur" soutient les émeutiers parisiens, par l'intermédiaire de Jean Guirec qui écrit en première page le vendredi 19, en parlant du bon Français:

" C'est lui que l'on assume dans la rue lorsque, las d'être dépouillé, il y descend à ce cri de "à bas les voleurs!", lequel, aux abords du Palais-Bourbon, est parait-il tenu pour séditieux."

Le 24, un éditorialiste qui signe d'une simple lettre prend également parti pour les ligues et le peuple mécontent, il parle d'une "situation révolutionnaire" :

" Plus on tardera à faire la lumière, plus le Public se montrera exigeant. Aujourd'hui, il Bientôt il ne s'en contentera plus."

"Le Petit Niçois" a une attitude bien différente à l'égard des manifestants. Le dimanche 21, et seulement en page quatre, sont signalés les cortèges de la veille; les cris poussés par les manifestants sont qualifiés de séditieux". Le mardi 23, le journal parle d'une organisation néo-fasciste -les camelots du roi- qui cherchent à troubler l'ordre de la capitale. Sur le plan politique, le journal soutient Chautemps, dans ses décisions et dans son refus de réunir une commission d'enquête. La Justice passera quand même, mais sans la commission. Camille Fegy écrit, le mardi 23 en première page:

" Le peuple de France est prêt à soutenir le Gouvernement qui frappe les coupables et prévient de nouveaux ravages."

Le mercredi 24, Chautemps est à nouveau défendu en première page:

"M. Chautemps a prononcé un discours décisif. Il a souligné la manœuvre de la réaction qui voudrait exploiter un scandale dont elle est en grande partie responsable et dont la justice est saisie

Pourtant, le vendredi 26, devant l'éventualité de la réunion d'une commission d'enquête,

⁴ Bulletin quotidien du mardi 16 janvier

le journal suit docilement puisque le gouvernement est d'accord; une fois de plus, la maîtrise, le sang-froid, l'esprit de justice de Chautemps sont loués. Puise pour faire diversion, on lit dans le Bulletin quotidien :

" Le pays demande que le parlement, ramené à son ordre du jour normal, reprenne, sans autre retard, l'étude de notre situation financière et la direction de notre politique internationale."

Critiquer l'attitude des députés est d'ailleurs le seul point sur lequel les deux journaux niçois se trouvent en plein accord. " Le Petit Niçois", dans son Bulletin quotidien du 25, s'élève contre le fait qu'à la Chambre, quel que soit le sujet du débat, on en revienne toujours au scandale Stavisky⁵. Le samedi 3, Georges Boussenot compare, en première page, la Chambre à une ogresse aux six cents bouches dévoreuses de ministères. De son côté, "L'Éclaireur" prend la même attitude critique vis-à-vis du Parlement; le vendredi 26, page 1, Georges Ponsot le compare à la cour du roi Pétaud avec un désordre encore plus grand; page 3, C. le traite de cloaque empesté et de boîte à combines; le lundi 29, Georges Maurevert espère la venue prochaine d'un nouveau Cromwell qui chassera les députés du Parlement; il compare d'ailleurs ceux-ci à une "maffia" de bas-malfaiteurs; le vendredi 2 et le samedi 3 février de semblables attaques sont reprises en première page du quotidien.

Dès le vendredi 26, "L'Éclaireur" pose la question de savoir si le Cabinet Chautemps va démissionner sous les coups de boutoir du mécontentement populaire. Le lendemain, le journal titre page 3 "La crise ministérielle est imminente", C. critique les politiciens qui, alors que la situation du pays s'aggrave, ne pensent qu'à leur cuisine électorale, Fernand Hauser, de son côté, se réjouit de la chute prochaine du ministère. "Le Petit Niçois", au contraire, titre le samedi 27 "Le Cabinet Chautemps démissionnera-t-il en dépit de la confiance que lui a conservée le Parlement ?", Dans l'article qui suit, les raisons pour lesquelles Chautemps va être entraîné à démissionner ne sont pas très clairement exposées, en particulier, l'influence des émeutes parisiennes n'est pas mise en évidence.

Le dimanche 28, tournant de l'affaire, les deux journaux titrent en première page "Le Cabinet Chautemps a démissionné". Herriot et Daladier sont présentés comme les deux hommes ayant le plus de chances de se voir pressentir par le président Lebrun, pour former le nouveau Cabinet. Les deux quotidiens consacrent le même jour de longs développements aux émeutes parisiennes qui deviennent de plus en plus graves. "Paris était, hier, en état de siège" titre "L'Éclaireur" tandis que "Le Petit Niçois", plus modéré, "Paris a été hier soir le théâtre de nombreuses manifestations qui n'ont provoqué aucun incident grave". Si le récit des manifestations est exactement le même dans les deux quotidiens, par contre les éditoriaux sont nettement antagonistes. "L'Éclaireur" est assez favorable, le dimanche 28, sous le titre "Comment les événements emportèrent le Cabinet Chautemps", C. écrit :

"La volonté du peuple s'est manifestée, une fois de plus, à Paris, aujourd'hui, et de telle façon qu'il n'est plus possible de ne pas en tenir compte... On peut affirmer que si, sur le coup de six heures, la nouvelle de la démission du Cabinet Chautemps n'était venue calmer quelque peu les esprits, l'émeute aurait été maîtresse de la capitale."

Quant à Fernand Hauser, il publie son éditorial sous le titre "une fin lamentable" et réclame un ministère différent du précédent, sous peine de l'imposer par la force. Le lundi 29, Charles Suchet reprend, en première page, les mêmes idées : "avec le Cabinet Chautemps, c'est le régime de "la république des grades" que les manifestations de Paris ont renversé." "Le Petit Niçois", au contraire, critique très vivement l'attitude des émeutiers. Dans le Bulletin quotidien du dimanche 28, on peut lire :

"Chaque jour, dans la capitale, des bandes de jeunes factieux éprouvent le besoin de se

⁵ Cet argument sera souvent repris par "Le Petit Niçois", il est caractéristique d'un journal qui cherche à détourner l'attention de ses lecteurs de l'origine profonde des émeutes parisiennes.

rencontrer avec la police... Voilà des gens qui, tranquillement, pourraient fumer leur cigarette... et qui éprouvent le besoin, pour une affaire dont ils ignorent les détails, de risquer un mauvais coup et quelques jours de prison. " N'ont-ils donc pas de famille ? L'affaire Stavisky est, au fond, une très grande mais très banale escroquerie. Elle a été gonflée pour des fins politiques. Il fallait un scandale de gauche."

Le lundi 29, tandis que "l'Éclaireur" réclame un gouvernement d'Union constitué par des hommes nouveaux choisis dans tous les partis, "Le Petit Niçois" émet le vœu de voir une équipe de bons républicains -des radicaux-socialistes- prendre le soin de former le nouveau Cabinet.

Le mardi 30, les deux journaux annoncent que Daladier a accepté de constituer le nouveau cabinet. Bien entendu, "Le Petit Niçois" se répand en éloges dithyrambiques à l'égard de celui qu'il qualifie, dans son Bulletin quotidien, d'homme "simple, rude, intègre, prestigieux", de "taureau de la Camargue», de "digne descendant des Jacobins", éloges repris dans les bulletins du lendemain et des jours suivants (vendredi 2, samedi 3) lorsque le Cabinet est constitué, que Daladier a fait connaître sa formule "Vite et fort" et qu'il commence à prendre quelques mesures. En revanche, "L'Éclaireur" n'est pas aussi élogieux, il est peut-être même beaucoup plus clairvoyant. L'éditorialiste Fernand Hauser espère, le mardi 30, que Daladier aura le courage de faire le nettoyage qui s'impose, moyennant quoi, le plus brillant avenir lui est ouvert :

" Mais qu'il fasse vite; au moindre faux pas, à la moindre défaillance, il serait jeté bas par le peuple exaspéré." Le lendemain, C. écrit encore plus nettement :

" En refusant d'écouter les rumeurs qui s'élèvent, les partis et le Parlement s'exposent à la tempête. Toutes les révolutions ont commencé par de tels malentendus entre le pays et sa représentation. Il faut prendre garde au divorce." Ces paroles de C. apparaissent assez prophétiques puisque, avec le Cabinet Daladier, l'enchaînement des faits va singulièrement se précipiter.

A Paris, bien que nous ne l'ayons pas toujours signalé, le peuple continue à se répandre en manifestations gai, presque tous les jours, donnent à la capitale l'aspect d'une ville au bord de l'émeute sanglante. Malgré "Le petit Niçois" qui écrit, avec une belle candeur, dans son bulletin quotidien du jeudi 1 " La constitution du ministère, les premières paroles de son chef, ont eu pour effet d'apaiser les esprits et de ramener le calme et l'ordre dans les rues de la capitale".

Il suffirait de peu de chose pour que les heurts quotidiens se transforment en affrontements meurtriers. Or, le nouveau gouvernement va mécontenter l'opinion par des mesures impopulaires et, notamment, le déplacement du préfet de police Jean Chiappe, favorable aux émeutiers.

Dès le vendredi 2, "L'Éclaireur" soulève le problème par l'intermédiaire de son éditorialiste Fernand Hauser qui titre "C'est la tête de M. Chiappe que réclament les socialistes". Selon lui, Chiappe est accusé d'avoir donné aux agents l'ordre de ne pas gêner les manifestations, il ajoute que les socialistes redoutent une dictature du préfet de police et il conclut en prenant la défense de l'accusé. Le dimanche 4, lorsque le déplacement de Chiappe est connu, "L'Éclaireur" titre en première page, sur quatre colonnes "M. Chiappe ayant été contraint par le Gouvernement de quitter la Préfecture de Police, MM. Fabry, Piétri et Doussain démissionnent"; en page trois, Fernand Hauser écrit dans son éditorial que les prétentions des socialistes dépassent les bornes

" Chiappe a été arraché à la Préfecture de Police... M. Chiappe est sacrifié."

C. prend également la défense du préfet et ajoute: "Nous sommes ce soir à Paris, en pleine anarchie gouvernementale". Le lendemain, la défense de Chiappe se poursuit, de nombreuses déclarations en faveur du préfet, et notamment celle d'André

Tardieu, sont reproduites en première page; un éditorial non signé attaque violemment Daladier dont les mesures administratives sont qualifiées d'injustes, d'incohérentes, de

bouffonnes même. Le mardi 6, le journal consacre un récit émouvant au départ de Chiappe de la Préfecture de Police, départ entouré de la sympathie et du regret de ses subalternes des plus grands aux plus petits.

"Le Petit Niçois", au contraire, titre le dimanche 4, en première page, "Un important remaniement ministériel : MM. Fabry, Piétri et Doussain démissionnent". Le déplacement de Chiappe n'est annoncé qu'en petits caractères et sur un ton très neutre. Par contre, le Bulletin quotidien prend délibérément le parti de louer Daladier qui, par ses mesures énergiques "a fendu l'oreille à M. Jean Chiappe" :

"M. Chiappe était trop amoureux d'attitudes autoritaires qui ne pouvaient plaire que médiocrement aux représentants de notre démocratie".

Enfin, le successeur du préfet, Bonnefoy-Sibour, est qualifié de fonctionnaire de grande envergure. D'autres mesures ont été également prises par le conseil des ministres, dont se félicite le journal. Que le procureur général Pressard, beau-frère de Chautemps, soit transféré à la Cour de Cassation, est tout à fait normal:

"Cela prouve suffisamment que les mesures prises hier et celles qui pourront suivre, sont indépendantes de toute considération de parti ou de famille".

Ce que le journal oublie d'ajouter, c'est que le procureur général Pressard, impliqué dans le scandale-Stavisky devient inamovible par sa nomination à la Cour de Cassation et échappe ainsi à d'éventuelles poursuites judiciaires. Enfin, la nomination de H. Thome, directeur de la Sureté Nationale, à la tête de la Comédie Française, n'entraîne que des louanges et aucun regret pour K. Fabre, admis à faire valoir ses droits à la retraite, après une vie consacrée au service de la maison de Molière. Cette dernière mesure n'est pas appréciée par tout le monde et, en particulier, par le public de Coriolan qui ne manque pas de manifester sa désapprobation.

Dès le jeudi 4 janvier 1954, "l'Éclaireur" se faisait l'écho, en première page, des mouvements divers que soulevaient les représentations de Coriolan, la salle étant unanime à apprécier la satire "de la basse démagogie et des tristes mœurs électorales". Le dimanche 4 février, le journal, par l'intermédiaire de ses éditorialistes, prend la défense de Fabre; Fernand Hauser écrit page trois

"Par un ridicule imaginaire, le Directeur de la comédie française M. Émile Fabre, était à la retraite. Il payait ainsi d'une disgrâce réelle les applaudissements qui accueillirent récemment sur la scène du Théâtre Français, les tirades antiparlementaires de Coriolan"

Propos que reprend C. dans son article. Le lundi 5, Paul Barelli titre, dans "L'Éclaireur du soir" un article satirique "il faut arrêter Shakespeare".

"Le Petit Niçois" rapporte également les manifestations se déroulant au Théâtre Français. Le samedi 3 février, il publie une grande photo d'une scène de Coriolan et il fait allusion, dans la légende, "aux exclamations, aux lazzis, etc..." que pousse le public à l'énoncé des phrases de Shakespeare, écrites, semble-t-il, pour la situation politique présente. C'est le dimanche 4, après la mise à la retraite de Fabre que se déroulent les manifestations les plus vives. "Le Petit niçois" s'en fait l'écho à deux reprises. Le mardi 6, le journal signale dans un petit article intitulé "Le succès de Coriolan", qu'un spectateur lance "Vive Fabre" au cours de la représentation et que ce cri est repris en leitmotiv par le public. Le dimanche 11, Raoul Gandry, dans son article hebdomadaire "La semaine à Paris", publié en première page, donne davantage de détails. Au cours de la représentation, des hommes politiques sont conspués, des gifles sont échangées, la salle est rallumée au milieu de l'effervescence générale, tandis que des discours improvisés sont prononcés par des spectateurs pour stigmatiser le régime ou pour prendre la défense de Liabre. Sur la scène, les acteurs récolement le silence afin que puisse se poursuivre la représentation. Lorsque la pièce est finie, les gens refusent de quitter la salle, se disputent et se battent et ne se décident à partir que lorsque les lumières sont éteintes.

Ainsi, l'énervement de la foule va croissant; toutes les occasions sont bonnes pour manifester nous ne sommes pas loin des actes les plus graves; le lundi 5 débute la semaine

cruciale qui va endeuiller le France. La presse niçoise va lui consacrer des comptes-rendus et des articles très détaillés; ils n'empièteront pourtant jamais sur les nombreuses pages consacrées au Carnaval, aux batailles de fleurs et autres festivités. Voici d'ailleurs un tableau significatif de l'égoïsme des journaux niçois :

"L'Eclaireur"

Vendredi	2 février	3 p. sur 12	pour Carnaval
Lundi	5 "	6p. " " "	" "
Dimanche	11 "	2p. " " "	Bataille de fleurs
Lundi	12 "	5p. " " "	Carnaval
Mercredi	14 "	2p. " " "	" "

"Le Petit Niçois"

Jeudi	1 février	2/3 supérieur de la 1ère p.	pour Carnaval
Vendredi	2 "	3 p. sur 12	pour Carnaval :
Dimanche	4 "	2/3 supérieur de la 1ère p.	pour Carnaval
Lundi	5 "	4 p. 1/2 sur 12	pour Carnaval
Dimanche	11 "	2p. sur 12	pour la Bataille de fleurs
Lundi	12 "	3 p. sur 10	pour Carnaval
Mercredi	14 "	2 p. sur 12	" "

Il est à noter que, chaque fois, c'est la première page qui est occupée par les détails des corisi carnavalesques. Certains Niçois s'élèveront contre cet état de fait et, comme nous le verrons plus loin, au cours de manifestations politiques, quelques personnes émettront le désir de voir interrompre le Carnaval, en raison des 4vènements parisiens.

LA CRISE ET SES SUITES.

À la veille du 6 février, l'attitude des deux journaux niçois est bien différente. "L'Éclaireur" comme nous l'avons déjà écrit, soutient presque les émeutiers qui, tous les soirs, plongent la capitale dans les combats de rue. Le dimanche 4, Henri Bordeaux écrit dans un article de fond, intitulé "L'Opinion Publique" et publiée en première page :

"L'opinion s'est montrée offensée d'être gouvernée par de tels chefs. Elle ne l'a pas accepté. L'émeute a grondé dans Paris, venue de partout, principalement d'abord des groupes d'Action Française, mieux préparés, mais aussi des Jeunesses Patriotes, des Croix de Feu, de la

Ligue des Patriotes, et encore de la Ligue des Contribuables, et aussi des faubourgs communistes, et, mieux encore c'est le symptôme le plus significatif de la foule non classée ni embrigadée... approuvant de tout son poids cette levée en masse contre un pouvoir indigne".

Plus loin, il s'en prend à "l'immense erreur que représente le suffrage universel" et prône éventuellement un système inspiré de celui de Mussolini, revenant au cadre des corporations. Le lundi 5, le journal reproduit les appels des ligues à leurs adhérents. Le mardi 6, en première page, l'éditorial de Charles Buchet attaque vigoureusement Daladier qu'il traite d'apprenti-dictateur et qu'il compare à Hitler, car il utilise la radio pour la propagande de son gouvernement:

"M. Daladier est-il prêt à faire sanctionner par les mitrailleuses et par les chars d'assaut les résultats de son petit coup d'État? C'est une dictature de gauche, une dictature socialiste, car Daladier semble devoir être le prisonnier de M. Blum et Marquet, qui paraît s'annoncer".

Charles Buchet termine son article en réclamant une nouvelle fois toute la vérité sur l'affaire Stavisky, prédisant que si le ministère s'y dérobe, le pays jugera, et des jours agités nous seront alors promis. En page trois, le journal titre "La séance du Palais-Bourbon s'annonce

comme devant être particulièrement houleuse", "Dans la rue de violentes manifestations sont à craindre", et le correspondant parisien C. prend délibérément parti pour l'action des ligues :

"Jusqu'ici les Anciens Combattants étaient restés à l'écart. Demain soir mardi, ils seront dans la rue et si leurs soixante quinze mille adhérents de la région parisienne se joignent aux Jeunesses Patriotes et aux autres organisations, le mouvement sera irrésistible."

"Le Petit Niçois", au contraire, feint d'ignorer la situation qui s'aggrave; on peut lire dans le Bulletin quotidien du lundi 5 :

"L'attitude du président du Conseil a été parfaitement comprise par la population qui depuis une semaine fait preuve d'un calme remarquable. Mais les agitateurs de droite ne sont pas contents et ils prennent prétexte d'un mouvement administratif pour essayer d'ameuter la foule. Peine perdue! "

Le lendemain, le journal titre en première page "Une importante journée se prépare", journée que le Quotidien envisage surtout sur le plan politique, Daladier devant se présenter devant la Chambre. On lit toutefois en caractères mineurs "M. Bonnefoy-Sibour", le nouveau préfet de police, a pris hier toutes mesures utiles pour prévenir des manifestations possibles", et l'article qui suit indique que les troupes de la garnison sont en alerte et que des tanks seraient en provenance de Compiègne. Heureusement le Bulletin quotidien est là pour minimiser les choses, pour approuver la politique du Gouvernement et rassurer l'opinion :

"Le peuple ne s'y est pas trompé. Il suit avec une attention déférente, le développement ordonné, réfléchi, nécessaire des actes gouvernementaux et tout, dans son attitude, indique qu'il les approuve. Les agitateurs réactionnaires s'aperçoivent que leurs appels restent sans écho."

Enfin, en page quatre, le journal signale les manifestations de la veille, auxquelles participent plusieurs milliers de Croix de Feu⁶ et attaque l'Action Française pour son attitude provocatrice d'incitation à l'émeute.

Le mardi 6 février 1934, la population parisienne, dans un accès d'énervement, marche sur le Palais-Bourbon pour y laisser vingt morts. Le mercredi 7, les deux journaux niçois se font l'écho, diversement, de ces terribles manifestations."L'Éclaireur" étale sur six de ses sept colonnes "Essai d'un fascisme de gauche", puis on peut lire les deux titres suivants, sur trois colonnes chacun: "M. Daladier obtient à la Chambre cent quarante voix de majorité et la séance est levée, tandis que l'émeute gronde aux portes du Palais-Bourbon".

"Paris a été hier soir et cette nuit, le théâtre de violentes et graves manifestations". Le récit des événements couvre toute la page et se poursuit en page trois sur six colonnes et sous le titre "L'état de siège sera probablement proclamé aujourd'hui à Paris", "Il y aurait une vingtaine de morts et sept cents blessés". Dans le récit de l'émeute, de longues citations sont empruntées à Paris-Soir", notamment le sous-titre suivant "une mitrailleuse en action"⁷. Implicitement l'article prend position pour les manifestants, la Marseillaise est entonnée par les émeutiers :

"Le chant monte aux lèvres comme une protestation en cette affreuse minute".

L'éditorial de Fernand Hauser est encore plus net; il attaque députés et le gouvernement pour prendre la défense des manifestants:

"La vérité est là : du sang a été versé dans Paris et le sang le plus généreux de France, celui des anciens combattants. Que des scènes de guerre civile aient ainsi éclaté dans la capitale, comment s'en montrer surpris, quand l'exemple du désordre, de l'agitation et même de la bataille est donné par les députés eux-mêmes. ... un ministère qui a des morts sur la conscience peut-il demeurer au pouvoir? Nul ne le pense."

"Le Petit Niçois" consacre encore plus de place aux événements parisiens, la première page leur est toute entière réservée. Dans un cadre, à gauche du titre du journal, est reproduite

⁶Jamais "L'Éclaireur" ni le "Petit Niçois" ne feront allusion au chef des Croix de Feu, le colonel La Roque.

⁷La commission d'enquête parlementaire, présidée par A. Laurent Bonnefoy, prouva que cette affirmation était dénuée de fondement.

une phrase de Daladier : "La preuve est faite : il s'agit bien d'une attaque à main armée contre la sûreté de l'État".

Puis le journal titre sur toute la largeur de des sept colonnes "Paris a connu hier soir les heures les plus graves de la IIIe République", suivi de deux sous-titres s'étalant sur deux et cinq colonnes "A la Chambre, au cours d'un débat mouvementé, le Cabinet Daladier obtient trois votes de confiance", "Des manifestations organisées par divers groupements, ont dégénéré par suite de l'action d'éléments fascistes ou suspects, en véritables émeutes, au cours desquelles le service d'ordre de faire usage de ses armes; on compte plusieurs centaines de blessés et des morts de part et d'autre". Dans les articles qui suivent, Daladier est loué à plusieurs reprises pour avoir "tenu tête à l'orage déchaîné par l'opposition fasciste". Puis, le journal reproduit un appel du Gouvernement au peuple français, appel pour sauver la République, que le quotidien fait suivre du commentaire suivant :

"L'heure est grave. Le sang a coulé hier soir dans les rues de Paris. Il y a eu des blessés. Il y a eu des morts.

L'article parle ensuite de briser les agitateurs et de blâmer une certaine presse fanatisant les éléments réactionnaires, croyant "venu le moment de donner l'assaut suprême au régime démocratique" :

"Nous avons le privilège de vivre dans le pays le plus beau du monde, celui où l'existence est plus douce que partout ailleurs. Nous sommes pourvus d'un régime oui convient à notre tempérament et auquel l'immense majorité de la population est attachée. Pourquoi donc une infime fraction d'agitateurs veut-elle imposer sa loi, par la menace et par la violence ? "

L'article se termine par l'assurance que le Gouvernement saura sauvegarder les conquêtes de la démocratie et par un appel au calme:

"Plus de manifestations dans la rue, de quelque côté qu'elles viennent et sous quelque prétexte que ce soit."

Dans un autre article, le journal dénonce une action conjuguée des Croix de Feu, des camelots du Roi, des Jeunesses Patriotes et des communistes, il écrit contre ces derniers:

"La manifestation de ce soir a été préparée de longue date par des provocateurs spécialistes parmi lesquels l'élément communiste prédomine".⁸

En quatrième page, le journal titre sur quatre colonnes "Malgré les efforts de nombreux provocateurs, le Gouvernement s'est rendu maître de la situation", avec, en caractères mineurs, "M. Charles Maurras est inculpé de provocation au meurtre", "La loi martiale n'a pas été proclamée". Le quotidien parle enfin de trente deux morts, peut-être même de cinquante⁹, et il fait allusion au problème des fusils-mitrailleurs, armes dont se serviront, selon lui, les gardes mobiles mais pour tirer en l'air des bandes à blanc¹⁰.

Ainsi l'opinion des doux journaux niçois est nettement opposée; d'un côté, "Le Petit Niçois" soutient vigoureusement le Gouvernement et rejette la responsabilité des émeutes sanglantes tantôt sur les fascistes et les ligues de droite, tantôt sur les communistes; "L'Éclaireur" attaque Daladier responsable d'un fascisme de gauche contre lequel se sont dressés les manifestants. Ces derniers, et en particulier les anciens combattants, sont soutenus par le journal.

Le lendemain, les choses se précisent, "L'Éclaireur" titre en effet sur toute la largeur de la première page "Devant l'indignation de Paris et de la France entière, le cabinet Daladier démissionne, viennent deux sous-titres sur quatre et trois colonnes " M. Gaston Doumergue

⁸Cette affirmation est erronée, le 6 février les communistes n'ont fait que se joindre à la manifestation préparée par les ligues de droite. Ce n'est que le 9 février qu'ils organiseront une manifestation propre.

⁹Le lendemain, il ne sera plus question que d'une dizaine de morts.

¹⁰Il est à signaler que le journal, cherchant sans doute, dans les jours suivants, à prendre la défense du cabinet Daladier démissionnaire, publiera deux démentis quant à l'utilisation de ces armes, le premier le dimanche 11 de la part de Frot, le deuxième le lundi 12 de la part du Maréchal Pétain.

accepte de former un Gouvernement de Salut Public", "Hier encore, les Parisiens ont manifesté, mais avec beaucoup moins de violence que la veille". Dans son éditorial, Charles Suchet stigmatise Daladier et son Cabinet qu'il rend responsables des tueries parisiennes :

"Le ministère Daladier-Frot restera marqué d'une honte ineffaçable... Avant-hier, c'était un gouvernement affolé qui faisait tirer sur des anciens combattants".

Puis, le journaliste se réjouit de la chute d'un homme qui a osé mettre en action des mitrailleuses pour protéger les gens impliqués dans l'affaire Stavisky:

"Le peuple français, honnête et sain, conscient de la grandeur de la patrie, du rôle de la France dans le monde, s'est révolté contre un gouvernement animé de l'esprit de parti le plus sectaire et le plus violent".

En page trois apparaît une attaque menée contre les communistes rendus responsables des déprédations commises dans les rues parisiennes; le correspondant parisien C. écrit en effet :

"On sentait la volonté résolue du peuple de n'accepter ni la dictature socialiste de Frot, ni le vandalisme organisé des communistes marchant aux ordres d'un maître de bal occulte, qui voulait par là, travestir et compromettre l'action des honnêtes gens".

Le journal élève enfin un appel en faveur de l'apaisement et se félicite du retour de Doumergue "le seul homme qui peut inspirer confiance au pays". Ce dernier point est le seul sur lequel "L'Éclaireur" soit d'accord avec le "Petit Niçois" qui titre sur sept colonnes son édition du 8 février : "Le ministère Daladier ayant donné sa démission, le Président de la République fait appel à M. Gaston Doumergue qui a accepté de constituer le Cabinet", "tous les groupes politiques du Parlement font confiance à l'ancien Chef d'État". L'article qui suit indique que Daladier a démissionné pour éviter de nouvelles émeutes; le Bulletin quotidien, tout en déplorant le départ de Daladier, entreprend de louer Doumergue pour une expérience, son prestige, sa popularité et sa bonne volonté, et de lancer un appel en faveur de l'apaisement. En page quatre, le journal revient sur les manifestations parisiennes déjà signalées en première page, il indique que la veille, de nouvelles émeutes ont encore fait deux morts et une cinquantaine de blessés, un éditorial non signé, s'élève contre les émeutiers qui se sont dressés contre la légalité républicaine :

"Tous les partis toutes les opinions sont représentés au Parlement. La majorité décide et nul n'a le droit d'opposer ou de chercher à opposer la force à ses décisions souveraines. On doit reconnaître qu'il est grave de voir un ministère investi de la confiance des élus du peuple, contraint de disparaître devant les menaces de la rue."

Plus loin, l'éditorialiste s'en prend, une nouvelle fois, aux fascistes et aux communistes

"Voici des semaines que les appels au désordre sont multipliés par les représentants des partis d'ordre. Ce sont eux les vrais responsables en même temps que les chefs du parti communiste."

Désormais, dans les jours qui vont suivre, l'intérêt des deux journaux va se concentrer sur la grève générale décrétée par la C.G.T. pour le 12 février, sur la formation unanimement soutenue du Cabinet Doumergue et sur les responsabilités du 6 février.

Pendant plusieurs jours, "L'Éclaireur" attaque la gauche, responsable selon lui, des émeutes parisiennes. Le vendredi 9, Charles Buchet et écrit en première page:

"Communistes et socialistes qui comptaient sur le Gouvernement Daladier-Frot pour devenir les maîtres de la rue, s'écrient aujourd'hui que la République est en danger. C'était l'argument du ministre Frot, quand il faisait mitrailler les anciens combattants. Parler, ainsi, c'est assimiler la République à la Corruption, la Démocratie au Vol et au Trafic de Mandats. ...Il n'y a aucune menace de dictature à droite. S'il y a une menace de dictature, elle vient de gauche."

Page trois, le correspondant parisien C. parle même de mettre les communistes à la raison, il rejoint ainsi "le Petit Niçois", aussi hostile à l'extrême gauche que peut l'être

l'Éclaireur¹¹; plus loin, il se félicite de voir les ligues, qui ont organisé le mouvement contre le Palais Bourbon, rester en alerte. Le dimanche 11, en page trois les deux premières étant consacrées au compte-rendu d'une bataille de fleurs le journal reproduit sur deux colonnes, la demande de Philippe Henriot de voir se constituer une commission d'enquête chargée d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de mettre en accusation les membres du Cabinet Daladier-Frot.

Un dehors de ces attaques très précises, il faut reconnaître que les deux quotidiens niçois, que rapproche leur aversion du communisme élèvent le même appel en faveur de l'apaisement, de l'arrêt des manifestations, et de la reprise du travail. Cela a été rendu possible grâce à un commun soutien au Président Doumergue. Le vendredi 9, "L'Éclaireur" titre en première page sur trois colonnes "Le Gouvernement de Salut Public, que M. Gaston Doumergue a accepté de présider, sera constitué aujourd'hui dans la matinée"; en page trois, Fernand Hauser précise bien que si M. Doumergue échouait, son échec ouvrirait les portes à toutes les dictatures. Le même jour, "Le Petit Niçois" titre sur quatre colonnes en première page, "Dès son arrivée à Paris où il a été acclamé, M. Doumergue a commencé ses consultations". Au cours des jours suivants, révolution politique tient toujours la première place. Le samedi 10, "L'Éclaireur" reproduit en première page, un appel de Doumergue incitant les Français au calme et présentant son gouvernement comme un gouvernement de trêve, d'apaisement et de justice. Les éditorialistes s'empressent de leur côté, de faire de Doumergue le seul homme capable de sauver le Parlement et la Nation. Le dimanche 11 un article non signé loue le président pour son respect de la légalité constitutionnelle et ajoute:

"Nous devons être avec lui, dans la pleine adhésion de nos intelligences et de nos cœurs".

Le lundi 12, un article signé "L'Éclaireur", lance, sous le titre "Pour que la France prospère, l'union de tous les citoyens est indispensable", un appel en faveur de la réconciliation nationale :

"L'union complète de tous est indispensable si nous ne voulons pas que s'aggrave la crise économique qui, longtemps, avait presque ignoré la France. La France entre toutes les nations, est la plus homogène. La notion de classe qui est fautive et malfaisante ne saurait s'appliquer chez nous... Éviter ce qui divise, rechercher ce qui unit, tel doit être notre désir de tous les instants et plus encore des moments de difficultés, d'incertitudes, de crises".

Pendant la même période, les thèmes du "Petit Niçois" sont sensiblement identiques. Le journal est encore plus flatteur pour Doumergue; le bulletin quotidien du vendredi 9, n'est qu'un long panégyrique où l'homme politique est loué pour toutes ses qualités.

"Il ne faut jamais désespérer de la France. En toutes occasions dans la guerre comme dans la paix, elle a toujours trouvé l'homme capable de la sauver".

Après avoir souligné le mérite de Doumergue de s'être toujours appuyé sur les gauches, le Bulletin se termine par un appel au calme où les communistes sont une fois de plus stigmatisés :

"S'il ne reste que les communistes pour essayer de troubler l'ordre public, ils seront facilement amenés à se taire".

Le samedi 10, le Bulletin quotidien, après avoir fait la louange du parti radical-socialiste, parti "national et démocratique", puis celle de Henriot, élève à nouveau la voix en faveur de Doumergue :

"Pour le moment il n'est qu'un devoir: aider le gouvernement à remettre l'ordre et à assurer la vie normale du pays".

¹¹La manifestation communiste, du 9 février est unanimement désapprouvée par les deux journaux, dans leurs éditions du 10. Il est à signaler qu'aucun des articles ne fait connaître la mort de quatre manifestants, tués au cours des heurts avec la police.

Le lendemain, le Bulletin Quotidien développe à nouveau les mêmes idées et s'en prend, une fois de plus, aux communistes qui ne veulent pas cesser leurs manifestations. Enfin, le Bulletin du 12 souhaite que la vie nationale reprenne, le problème financier et la menace étrangère sont plus graves que le scandale Stavisky.

Au cours de là memo période, ce qui préoccupe le plus les deux journaux niçois, on dehors de la formation du Cabinet Doumergue, est la décision prise par la CGT. , au lendemain des évènements parisiens du 6, de déclencher une grève générale. Dès le mardi 8, "Le Petit Niçois" titre en première page sur trois colonnes "Contre les menaces de fascisme, la C.G.T. décrète pour le lundi 12 février une grève générale de 24 heures", annonce reprise en page quatre, avec reproduction des appels à la grève de différentes associations. Le lendemain, en page quatre, l'appel de la C.G.T. aux travailleurs est à nouveau reproduit, mais le Bulletin Quotidien ne cache pas son inquiétude à l'idée de voir se dérouler de nouvelles manifestations. Le samedi, la même inquiétude se manifeste dans le Bulletin :

"Nous voulons croire que la C.G.T. qui a donné depuis tant d'années des preuves si nombreuses et si évidentes de sa modération, qui a lutté avec tant de courage contre le communisme, limitera les effets de cette manifestation."

Le dimanche 11, le journal consacre deux colonnes à la grève générale prévue pour le lendemain; il signale que de nombreux syndicats ont répondu à l'appel de la C.G.T. et que celle-ci sera soutenue par les partis socialiste et communiste. Le Bulletin Quotidien craint des violences et des sabotages de la part de la C.G.T. organisation communiste. Le lundi 12, en troisième page les deux premières étant consacrées au Carnaval- le journal titre sur trois colonnes "Aujourd'hui, grève générale de 24 heures dans toute la France", "cette manifestation déclenchée par la C.G.T. marquera, dans le calme, le regroupement des forces ouvrières contre les menées fascistes et pour la défense des libertés républicaines", le Bulletin Quotidien espère que tout se passera dans le calme, malgré la présence du parti communiste et de la C.G.T. que nul n'avait invités à cette manifestation.

Si le "Le Petit Niçois" est favorable à la grève et ne redoute que l'action des communistes, en revanche "L'Éclaireur" lui est franchement hostile. L'ordre de grève n'est annoncé que le vendredi 9 et sans y consacrer un titre particulier; le samedi 10, la grève n'est signalée que dans l'article sur les manifestations parisiennes, le dimanche 11, le journal titre sur deux colonnes "La grève générale de 24 heures ordonnée pour demain par la C.G.T. ne sera pas suivie par tous les syndicats", l'éditorial, non signé, attaque violemment le secrétaire général de cet organisme Léon Jouhaux; en page trois, les propos de Fernand Hauser sont encore plus explicites à l'égard de la grève et des socialistes :

"Disons le tout net : les socialistes, s'ils voulaient vraiment défendre le régime, auraient mieux fait de voter l'enquête sur l'affaire Stavisky. On aurait ainsi évité la manifestation et la fusillade du 6 février et, par surcroît, la grève générale qu'ils ont l'audace de déclencher au moment précis où lu deuil de la nation, ainsi que son intérêt, réclament le silence et imposent la réconciliation",

Enfin, le lundi 12, le journal titre: "Aujourd'hui la vie de Paris fonctionnera au ralenti", il ne s'étend que très peu sur la grève, plus préoccupé qu'il est des lendemains politiques du 6 février.

Ce n'est que le mercredi 14, les deux journaux ayant décidé d'un commun accord de ne pas paraître le 13, que sont publiés les comptes-rendus de la grève générale. "L'Éclaireur" titre en troisième page -les deux premières étant consacrées au Carnaval- "La grève générale de lundi à Paris s'est déroulée dans un calme relatif", "on ne signale que de graves incidents à Marseille". Dans son éditorial, C. essaie de prouver que la grève est un échec :

"Tous les adversaires de l'union nationale, M. Léon Blum en tête auraient voulu, lundi, prendre une revanche éclatante. Cette journée n'a pu que démontrer une réalité bien inférieure à leurs ambitions en effet, tant conne manifestation politique que comme démonstration

Syndicaliste, la grève ne procurera pas aux promoteurs un triomphe certain... En fait donc, échec de la manœuvre politique tentée par Léon Blum ".

Fernand Hauser écrit de son côté:

"On sait maintenant qui est partisan de l'ordre et de l'apaisement et qui ne l'est pas".

Enfin, le journal publie, sous le titre "Et maintenant au travail", un appel si "L'Éclaireur" dans lequel on peut lire:

"Lundi le peuple a manifesté pour lutter contre le fascisme. Nous avons lu les appels adressés aux travailleurs; partout, il était question de fascisme. Mais en cherchant consciencieusement, nous n'avons pas trouvé trace de fascisme en France. On a manifesté contre un fantôme. ... Nous étonnerons sans doute les ouvriers, les employés, les fonctionnaires de France, en leur disant qu'en définitive, c'est en faveur des parlementaires compromis dans l'affaire Stavisky qu'ils ont sans s'en doute défilé et déployé leurs drapeaux.

Les deux premières étant occupées par les comptes-rendus carnavalesques, ce n'est qu'à la troisième page que "Le Petit Niçois" titre sur trois colonnes "Répondant à l'appel de la C.G.T., la classe ouvrière française a chômé lundi". "D'importantes manifestations ont permis au peuple d'affirmer sa confiance dans les destinées de la République et de la démocratie", "Il y a eu très peu d'incidents, les plus graves se sont produits à Marseille"¹². Dans son Bulletin quotidien, le journal se réjouit du calme de la grève qu'il estime pleinement réussi, et rejette sur les communistes la responsabilité des quelques excès commis, il conclut par un appel au calme, assez semblable à celui de "L'Éclaireur" :

"Maintenant, après que dans la France entière, les républicains ont marqué leur volonté de ne plus laisser le fascisme s'installer dans notre pays, le calme doit revenir. Chacun doit se remettre au travail."

LES MANIFESTATIONS A NICE.

Il faut indiquer brièvement, qu'à Nice ont eu lieu quelques manifestations. Déjà, pour revenir un petit peu en arrière, la lundi 29, "Le Petit Niçois" signalait que la veille, le meeting des contribuables avait été marqué par quelques incidents dus à l'activité des gens d'extrême-droite. Le mardi 30, les deux journaux se font l'écho d'une nouvelle manifestation. "L'Éclaireur" titre "A Nice, la manifestation des fonctionnaires a dégénéré en bagarres"; "Le Petit Niçois", de son côté, "La manifestation de protestation organisée par les Syndicats ouvriers, se termine par de regrettables incidents". Mais alors que "L'Éclaireur" met les dégradations au compte de jeunes voyous, de deux cents communistes pour être plus précis, "Le Petit Niçois" incrimine également les partis politiques révolutionnaires d'extrême-droite. Pour conclure; les deux journaux lancent un appel identique au calme, au nom de la saison touristique qui risque d'être compromise. Le lendemain, "L'Éclaireur" publie un article sous le titre suivant: "Après les incidents d'avant-hier, à Nice, la police doit être aidée et respectée", tandis que "Le Petit Niçois" des mercredi 31 et jeudi 1er, renouvelle ses incitations au calme et reproduit différents communiqués d'associations notamment les Camelots du Roi qui lavent leurs membres de toute participation aux déprédations.

Le 8 février, les deux journaux publient le récit des manifestations de la ville, conséquence directe des événements parisiens. Ils signalent qu'un défilé pacifique des commerçants et des anciens combattants a réclamé la mise en berne des drapeaux à la façade des deux quotidiens, avant de se rendre à la préfecture et à la mairie où des manifestants ont demandé la suspension du Carnaval. "L'Éclaireur" précise, par ailleurs, dans un titre de deux colonnes, que les Croix de Feu et les Briscards des Alpes-Maritimes ont fait connaître leur désir

¹²Aucun des deux journaux ne signale la mort, à Paris et dans, sa banlieue de quatre grévistes, au cours des heurts avec la police.

de voir M. Daladier radié des cadres de la réserve, de l'armée et de la Légion d'Honneur. Le lendemain 9 février, ce journal est le seul à se faire l'écho d'une nouvelle manifestation des Croix de Feu et des Briscards; en première page, une photo s'étalant sur trois colonnes porte la légende suivante :

"Afin de stigmatiser la conduite de M. Daladier et pour rendre hommage à la mémoire des anciens combattants tués à Paris lors des récentes émeutes par les Croix de Feu et Briscards et d'autres groupements patriotiques avaient organisé, hier, une manifestation qui s'est déroulée dans l'ordre et la dignité. On voit ici les manifestants devant le monument aux morts glorieux de Nice. "

En page cinq, un long article précise que mille cinq cents anciens combattants étaient présents, ainsi que des représentants de l'Action Française et des Jeunesses Patriotiques.

Quelques jours plus tard, la grève générale est largement suivie à Nice. "Le Petit Niçois" publie dans son édition du 12 février, le programme des manifestations; l'éditorial précise que le défilé des travailleurs des Alpes-Maritimes pour la défense des libertés républicaines, se fera dans le calme et dans l'ordre. Le 14, le journal titre en page 7, sur trois colonnes :

" L'ordre de grève lancé par la C.G.T. a été observé à Nice par tous les travailleurs", il se félicite que le cortège de dix mille manifestants, composé des représentants de la CGT. et de la CGT.J., des syndicats autonomes, du parti socialiste SFIO., du parti communiste et de la Ligue des droits de l'homme, se soit déplacé dans l'ordre pour se rendre à la Bourse du Travail; il conclut en se réjouissant du regroupement des forces républicaines. "L'Éclaireur", de son côté, ne consacre qu'une colonne aux manifestations; de plus, il les critique vivement car elles risquent de faire fuir les touristes. Sur un point précis, alors que "Le Petit Niçois" indique que des cars ont été arrêtés et que les grévistes ont prié les voyageurs de descendre, "l'Éclaireur" affirme que des pneus ont été crevés et des vitres brisées. De toute façon, ces manifestations sporadiques sont bien loin des émeutes parisiennes.

L'APAISEMENT.

Au lendemain de la grève générale, la France va enfin connaître l'apaisement tant réclamé par les journaux. Le vendredi 16, les deux quotidiens niçois annoncent que Doumergue a obtenu l'investiture du Parlement. Georges Ponsot écrit dans "L'Éclaireur" en première page, après avoir attaqué Daladier et son cabinet:

"Enfin, la France respire. Enfin un brave homme préside le Gouvernement. Enfin les honnêtes gens peuvent se serrer la main. La République renaît. Le philosophe de Tournefeuille a délaissé ses parterres, ses frondaisons et ses rosiers pour remettre dans la maison de l'État de l'ordre et de la discipline".

"Le Petit Niçois" n'est pas moins élogieux; on a l'impression que les deux journaux cherchent à annexer à leur tendance politique le nouveau président du Conseil. "Le Petit Niçois" souligne, par ailleurs, l'impression de détente générale qu'a fait naître le programme du nouveau cabinet, axé sur l'apaisement, la justice, le vote du budget et la surveillance des problèmes extérieurs. Il est à noter qu'à plusieurs reprises, le journal éprouve le besoin de justifier la participation du parti radical au gouvernement; à cet égard, le Bulletin Quotidien du vendredi 16 est le plus significatif :

"Ce que nous pouvons dire, c'est que les radicaux ont, une fois "de plus, fait leur devoir. Cela ne leur épargnera aucune attaque, aucune injure. Elles viendront des parties qui siègent avec eux au gouvernement. Ce sera une nouvelle et magistrale manifestation de la lâcheté humaine... un jour viendra où le pays saura reconnaître ceux qui, avec désintéressement, auront surtout pensé à son avenir".

Le samedi 17, les deux Quotidiens annoncent la constitution d'une commission d'enquête parlementaire "chargée d'instruire sur les responsabilités encourues au cours de l'affaire

Stavisky". Ainsi cette fameuse commission, si longtemps réclamée, se trouvait enfin réalisée, mais à quel prix !

Le mardi 20, les deux journaux titrent en première page:

"La Chambre vote la nomination d'une Commission d'enquête de quarante quatre membres, chargée de rechercher les causes, les origines et les responsabilités des évènements du 6 février et des jours suivants."

Le samedi 24, les deux commissions se réunissent pour la première fois, la seconde est présidée par Laurent Bonnevey. Celui-ci devait publier, un an plus tard, le compte-rendu détaillé des "journées sanglantes de février 1934"; il concluait en ces termes:

"La défense de l'Idée exigera-t-elle donc toujours le sacrifice de la vie? Et les anniversaires des journées fratricides demeureront-ils longtemps encore ceux que les hommes célèbreront avec le plus de ferveur ?"¹³

Ainsi dans les luttes cruelles qui ont opposé les Français entre eux, les quotidiens niçois ont pris l'attitude qui correspondait à leurs options politiques lendemain des émeutes, le jeudi 15 février, "L'Éclaireur", par la plume de Camille Mauclair couvre une dernière fois de lauriers le peuple, de Paris se soulevant, selon lui, pour la défense de la République en face des canailles voulant la dilapider:

"Cette opinion réveillée ne se rendormira plus. Elle veillera, et avec une méfiance prompte, si on la déçoit, à de terribles retours. Elle est redevenue un Pouvoir en face du parlementarisme".

Plus lucide, "Le Petit Niçois" titre les conclusions politiques des émeutes parisiennes et prend assez bien conscience de ce qui s'est passé; le jeudi 22 on lira dans l'éditorial, signé XXX, et après que Daladier eut été critiqué pour sa faiblesse, son irrésolution, sa trop grande sensibilité aux fluctuations parlementaires plutôt qu'à l'état d'esprit du pays " :

"Dans la journée du 6 février les institutions républicaines ont subi un véritable assaut de la part des éléments fascistes de la capitale. Il s'agit bel et bien, d'un coup d'État qui a échoué, mais qui a abouti à la démission du Cabinet Daladier et à la constitution d'un gouvernement d'Union Nationale.

A long terme, le 6 février 1934 est une des grandes dates de la droite française le début de son opposition au régime parlementaire. Comme l'écrit Maurice Duverger, 1934 est le point de départ d'une longue évolution dont 1958 constitue le point d'aboutissement :

"Le coup d'État du 13 mai 1958, entraîne l'avènement d'un régime nouveau, qui reste parlementaire en son principe, mais diffère profondément de ceux de 1875 et de 1946. En fait, depuis l'émeute du 6 février 1934, la "légitimité" parlementaire était remise en question".¹⁴

Certes, les journaux niçois n'ont jamais pris conscience de l'ampleur des manifestations parisiennes, mais que pouvait-on attendre de la part de quotidiens provinciaux dont le rôle n'est que de suivre l'actualité au jour le jour et de ne pas trop chercher à dégager les causes et les conséquences profondes des évènements? Saluons simplement, au terme de cette étude, la liberté de ton des quotidiens niçois, la virulence de leurs attaques dans leur option politique, toutes choses dont bien des journaux d'aujourd'hui ont oublié jusqu'à l'existence.

¹³L. Bonnevey: Les journées sanglantes de février 1934, p.249.

¹⁴Maurice Duverger: Institutions politiques et Droit constitutionnel. Coll. Thémis Paris 1960.p.445.